

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 06/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

SUEZ RV Centre Ouest - ISDND Sonzay

Parc d'activités de Conneuil
Rue Gaspard Monge
37270 Montlouis-sur-Loire

Références : RAPVI 2023/1061 - VAT20230556
Code AIOT : 0010004012

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/09/2023 dans l'établissement SUEZ RV Centre Ouest - ISDND Sonzay implanté Le Bois du Signal route de Château la Vallière 37360 Sonzay. L'inspection a été annoncée le 06/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite du Programme Pluriannuel de Contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Centre Ouest - ISDND Sonzay
- Le Bois du Signal route de Château la Vallière 37360 Sonzay
- Code AIOT : 0010004012
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ISDND de capacité 150 000 tonnes par an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- l'évolution des activités et les investissements prévus ou réalisés,
- les suites de la visite d'inspection du 26/10/2022,
- la prévention de la pollution des eaux (superficielles et souterraines),
- la prévention de la pollution de l'air,
- le contrôle de diverses prescriptions des arrêtés préfectoraux et ministériels applicables au site.

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Contrôle de la radioactivité	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 2.2.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.5	/	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.6	/	Sans objet
3	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.6	/	Sans objet
4	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 5.3.7.1	/	Sans objet
5	Prévention de la pollution des eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 5.3.4.3	/	Sans objet
6	Production de lixiviats	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 5.3.6	/	Sans objet
7	Production de lixiviats	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 3.3.1	/	Sans objet
9	Hauteur de lixiviats en fond de casier	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.1	/	Sans objet
10	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 1.5.4	/	Sans objet
11	Refus d'admission	Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 2.1.3.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des moteurs de combustion
Prescription contrôlée : Cet article fixe, pour les moteurs de combustion du biogaz, les valeurs limites d'émission (sur gaz sec à 5% d'O ₂) suivantes: SO ₂ à 3000 mg/Nm ³ , CO à 1200 mg/Nm ³ , NO _x à 525 mg/Nm ³ et poussières à 150 mg/Nm ³ . Cet article prescrit également un contrôle tous les 3 ans des émissions de ces paramètres.
Constats : Conforme.
Observations : Le dernier contrôle a été effectué le 19/04/2023. Tous les paramètres ont été analysés. Les résultats sont conformes. Le prochain contrôle est programmé pour 2026.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des torchères
Prescription contrôlée : Cet article fixe, pour les torchères, les valeurs limites d'émission du SO ₂ à 350 mg/Nm ³ et du CO à 150 mg/Nm ³ . Cet article prescrit également un contrôle annuel de ces deux paramètres.
Constats : Conforme.
Observations : Le dernier contrôle (2 torchères) a été effectué le 20/04/2023. Tous les paramètres ont été analysés. Les résultats sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Pollution de l'air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 4.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Composition du biogaz
Prescription contrôlée : L'exploitant procède, à ses frais, pendant la phase d'exploitation, au moins une fois par mois à des analyses de la composition du biogaz capté dans son installation en particulier en ce qui concerne la teneur en CH ₄ , CO ₂ , O ₂ , H ₂ S, H ₂ O, H ₂ (+ CO selon l'arrêté ministériel du 15/02/2016).
Constats : Conforme.

<p>Observations : L'exploitant effectue mensuellement une analyse de la composition du biogaz capté. Tous les paramètres sont analysés. Les résultats sont reportés dans les bilans trimestriels des 2 premiers trimestres 2023 communiqués à l'inspection. Une synthèse figure dans le rapport annuel d'activité de l'année 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 5.3.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant réalise trimestriellement une analyse de ses eaux souterraines (4 piézomètres) conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation. L'exploitant réalise, en période de basses eaux et de hautes eaux, a minima tous les six mois, une analyse complète des eaux souterraines, conformément à l'arrêté ministériel du 15 février 2016.</p>
<p>Constats : Conforme.</p>
<p>Observations : L'exploitant effectue trimestriellement une analyse des eaux souterraines. Une fois sur deux, l'analyse comporte l'ensemble des paramètres visés par l'arrêté ministériel. Les résultats sont reportés dans les bilans trimestriels communiqués à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention de la pollution des eaux superficielles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 5.3.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets dans les eaux superficielles
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant réalise trimestriellement une analyse de ses rejets d'eaux de ruissellement. Tous les trimestres, les paramètres analysés sont ceux figurant dans l'arrêté préfectoral (MES, DCO, DBO5, Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Fe, Al et hydrocarbures). Un trimestre sur deux, les analyses sont complétées par celles des autres paramètres figurant dans l'arrêté ministériel (COT, azote global, phosphore total, phénol, fluorures, cyanures libres et composés organiques halogénés).</p>
<p>Constats : Conforme.</p>
<p>Observations : L'exploitant effectue trimestriellement une analyse des rejets d'eaux de ruissellement. Une fois sur deux, l'analyse comporte l'ensemble des paramètres visés par l'arrêté ministériel. Les résultats sont reportés dans les bilans trimestriels communiqués à l'inspection. Les résultats des deux premiers trimestres 2023 ne font pas ressortir de dépassement des VLE.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Production de lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 5.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Composition et recirculation des lixiviats
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise mensuellement une analyse des lixiviats bruts. Des prélèvements et analyses sont bien effectués tous les mois au niveau du bassin amont. Tous les paramètres demandés sont analysés. L'exploitant réalise trimestriellement une analyse des lixiviats traités.
Constats : Conforme.
Observations : L'exploitant effectue mensuellement une analyse des lixiviats bruts. Tous les paramètres sont analysés. Les résultats sont communiqués à l'inspection dans les rapports trimestriels. L'exploitant effectue trimestriellement une analyse des lixiviats traités. Tous les paramètres sont analysés. Les résultats sont communiqués à l'inspection dans les rapports trimestriels.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Production de lixiviats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan annuel d'exploitation
Prescription contrôlée : Une fois par an, l'exploitant adressera à l'Inspection des Installations Classées, en 2 exemplaires, un rapport d'activité comprenant une synthèse des informations sur la surveillance des eaux souterraines, des eaux de ruissellement, des lixiviats et du biogaz, sur les accidents et anomalies, ainsi que tout élément pertinent sur l'exploitation de l'installation de stockage de déchets dans l'année écoulée. Le rapport de l'exploitant est également adressé à la commission locale d'information et de surveillance.
Constats : Conforme.
Observations : Le rapport annuel d'activité de l'année 2022 comporte une synthèse des analyses mensuelles des lixiviats bruts (§ 3.2.5).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Contrôle de la radioactivité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de la radioactivité
Prescription contrôlée : Le site est équipé d'un détecteur fixe de matières radioactives permettant de contrôler, de façon systématique, chaque chargement entrant ou sortant. Le seuil est fixé à 2 fois le bruit de fond local.

Le réglage du seuil de détection est vérifié et étalonné au moins une fois par an.
Constats : L'exploitant n'a pas encore programmé le contrôle de l'année 2023.
Observations : Le contrôle de l'année 2022 a été effectué le 07/11/2022 par la société BERTIN TECHNOLOGIE (ex. SAPHYMO). Le détecteur a été jugé conforme. Le seuil de détection est réglé à 2 fois le bruit de fond local. Pour l'année 2023, le contrôle est prévu mais la date précise n'était pas encore fixée (courant novembre) au jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Hauteur de lixiviat en fond de casier

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11.I
Thème(s) : Risques chroniques, Hauteur de lixiviat en fond de casier
Prescription contrôlée : Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au dessus de la géomembrane, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante.
Constats : Conforme.
Observations : La quasi absence de lixiviats en fond du casier 38A a été constatée (mesure de hauteur: 1 cm).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 1.5.4
Thème(s) : Risques chroniques, Renouvellement des garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant adressera à la Préfecture d'Indre-et-Loire le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 3 mois avant leur échéance. Une copie sera également transmise à l'inspection des installations classées.
Constats : Conforme.
Observations : L'acte de cautionnement a été renouvelé le 21/02/2023 (montant 2 561 919,61 euros - période du 14/06/2023 au 13/06/2026). Il a été transmis à la préfecture et à l'inspection le 01/03/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/01/2007, article 2.1.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Refus d'admission
Prescription contrôlée : (...) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant informe sans délai le producteur, la (ou les) collectivité(s) en charge de la collecte ou le détenteur du déchet. Le chargement est alors refusé, en partie ou en totalité. L'exploitant de l'installation de stockage adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus, une copie de la notification motivée du refus du chargement, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet, au préfet du département du producteur du déchet et au préfet d'Indre-et-Loire.
Constats : Conforme.
Observations : Dès qu'un déchet est refusé, l'exploitant établit une fiche d'anomalie et incrémente un logiciel dédié élaboré par le groupe SUEZ (Synergie). Ce système informe immédiatement, par voie dématérialisée, le producteur et l'inspection. Un registre des déchets refusés est établi à partir de ce système. Une synthèse des refus figure dans le bilan annuel d'activité (pour l'année 2022, il y a eu 50 apports refusés).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet